

Albert Rösti, un prince du lobbyisme

LES PAPABLES DE L'UDC (5/5) Le favori à la succession d'Ueli Maurer est parmi les élus les plus mandatés sous la Coupole. L'éventail des associations qu'il représente montre qu'il est actif dans de larges pans de la société

La course à la succession d'Ueli Maurer au Conseil fédéral est lancée. A l'UDC, cinq candidats se sont déclarés. «Le Temps» dresse leur portrait.

DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haeberti

C'est le sparadrap du capitaine Haddock qui colle au pouce du favori à la succession d'Ueli Maurer. Depuis qu'il a fait connaître son intérêt pour le Conseil fédéral, Albert Rösti n'arrive pas à se défaire de sa réputation de prince du lobbyisme au parlement. La *Weltwoche* avait été la première publication à s'en prendre au Bernois sous l'angle de ses multiples mandats. Il en compte 16, dont 13 rémunérés, en plus de celui de conseiller national, selon le registre officiel des intérêts du parlement. «Si Albert Rösti est élu au Conseil fédéral le 7 décembre, ce sera – Helvetia, réjouis-toi! – un homme doté d'une force créatrice surhumaine, de l'instinct de cueillette d'un écureuil et des talents d'équilibriste d'un artiste de cirque qui fera son entrée au gouvernement national», lançait l'hebdomadaire zurichois dont on sait qu'il ne roule pas pour le Bernois.

Les réseaux sociaux ont caricaturé Albert Rösti en sportif sponsorisé sur lequel s'empressent les logos des associations

qu'il représente, alors que Felix Schaad, le dessinateur du *Tages Anzeiger*, a mis en scène le personnage chez son tatoueur, le haut du corps recouvert de slogans du type «I love Auto-Suisse», du nom d'un de ses mandataires. «Désolé Albert, lui dit l'artiste, je ne trouve plus de place pour inscrire «Conseil fédéral».

Albert Rösti et les groupes d'intérêts, c'est l'histoire d'un accident. Début 2013, le Bernois a démissionné abruptement de son poste de directeur de l'Union centrale des producteurs suisses de lait, minée par les conflits internes. Sans salaire fixe, il doit se réinventer professionnellement. Cet ingénieur agronome a toujours travaillé dans le secteur public. D'abord consultant à l'école cantonale agricole de montagne, il a gravi les échelons de la direction économique du canton de Berne jusqu'au poste de secrétaire général, avant de diriger l'association para-étatique des producteurs de lait, qu'il quittera dans les conditions décrites plus haut.

Une année 2022 frénétique

En 2013, il remporte d'abord une campagne pour la présidence de sa commune d'Uetendorf, poste à 40% qu'il occupe encore aujourd'hui. Il aligne ensuite une série de mandats qui l'ont fait monter sur le podium du classement des parlementaires les plus prisés selon Lobbywatch, une association qui pro-



Albert Rösti (UDC-BE) annonçant sa candidature au Conseil fédéral. (BERNE, 10 OCTOBRE 2022/PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)

meut la transparence dans la vie politique suisse. L'année 2022 a été frénétique: s'il a abandonné son mandat chez Swissoil, il en a accepté cinq autres.

Aux reproches sur le nombre de mandats, qui représentent au total un taux qui dépasse 100%, l'élu répond qu'il se fait aider par une secrétaire qu'il emploie à 30%. Il accepte des missions de conseils stratégiques, dit-il, qui demandent peu de réunions par an, et non des activités opérationnelles.

Besoin d'un réseau

«Et enfin, argumente-t-il, ça fait partie du système de milice qui veut que tu aies d'autres occupations en plus de ton travail de conseiller national.» L'argument convainc Marc Bühlmann. «En Suisse, rappelle le professeur à l'Institut des sciences politiques de l'Université de Berne, les politiciens de milice ont besoin d'un réseau pour se faire élire. C'est la règle du jeu.»

Au point d'en faire des relais du lobbyisme sous la Coupole fédérale? L'expression est connue négativement, reconnaît-il. «Mais le lobbyisme a également des aspects positifs. Les groupes

«En Suisse, les politiciens de milice ont besoin d'un réseau pour se faire élire. C'est la règle du jeu»

MARC BÜHLMANN, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE BERNE

d'intérêts apportent des informations supplémentaires aux élus. Que les représentants des partis bourgeois collectionnent plus de mandats est un fait bien connu, tout comme les liens entre les

élus de gauche et les syndicats.» Après le 7 décembre, si le Bernois devait être élu, «on ne parlera plus» des mandats qu'il a accumulés, parie Marc Bühlmann.

Celui qui est également directeur d'*Année politique suisse* rappelle que les conseillers fédéraux, une fois élus, doivent couper tout rapport avec les groupes d'intérêts. Malgré cela, s'il est élu, «Albert Rösti risque de tirer dans la direction prônée par certaines des associations qui le mandatent actuellement, ce qui est bien normal», dit Marc Bühlmann. Pourquoi? «Car il reste un politicien de droite, qui suit l'idéologie de son parti», nous répond-il avant de nous rassurer: «Un conseiller fédéral ne peut influencer à lui seul l'entier du collège.»

«Une image complète»

Le professeur ne voit donc pas de problème à avoir un ancien suractif du lobbyisme au sein du Conseil fédéral. Pour lui, l'ensemble des mandats exer-

cés par Albert Rösti «donne une image complète qui va bien avec sa personne». Leur distribution – de la présidence d'un comité de candidature pour la Fête fédérale de lutte au conseil d'administration du Casino de Berne, en passant par l'association des EMS indépendants et l'Association suisse pour l'aménagement des eaux – montre qu'il est actif dans de larges pans de la société et qu'il n'est pas cantonné aux extrêmes. «C'est un avantage pour une élection décidée par les membres du parlement», conclut le professeur.

Au moment du vote, cet éventail n'effacera pas de la mémoire des élus de gauche qu'il a été président de Swissoil (organisation faitière des négociants en carburant) pendant six ans et membre de l'Action pour une politique énergétique raisonnable, les lobbies du mazout et du nucléaire, ni qu'il met aujourd'hui son réseau de conseiller national au service des acteurs du transport routier. ■

Après Delémont, le PCSI décroche la mairie de Porrentruy

JURA Le Parti chrétien-social indépendant s'est emparé lors du second tour du chef-lieu ajoulot, une grande première dans ce fief traditionnellement en mains du PDC ou du PLR

ATS

Le Parti chrétien-social indépendant (PCSI), absent de la scène fédérale, s'empare de deux des plus grandes villes du canton du Jura.

Après avoir conservé la mairie de Delémont au 1er tour, il s'est emparé dimanche lors du second tour de la mairie de Porrentruy.

Résultat historique

Le candidat du PCSI Philippe Eggertswyler l'a largement emporté avec 42% des suffrages. Il a obtenu 1062 voix contre 754 à la candidate du PS-Les Verts Chantal Gerber et 694 voix à la candidate du PDC Anne Roy. Quant à la participation, elle s'est élevée à 52,2%.

Cette élection débouche sur un résultat historique. Aucun élu du PCSI n'avait pris jusqu'à présent la tête du chef-lieu ajoulot, fief traditionnellement en mains du PDC ou du PLR. Au 1er tour le 23 octobre,

le candidat du PCSI avait déjà terminé en tête. En 2012, le candidat du PCSI Thomas Schaffter avait été élu à la mairie de Porrentruy lors du second tour, mais la justice avait invalidé le résultat du vote en raison de graves irrégularités. Lors d'un 3e tour inédit, c'est le candidat PDC qui l'avait emporté.

Deux des trois chefs-lieux

Le PCSI, qui ne compte aucun représentant sous la Coupole fédérale, réussit à l'issue des élections communales jurassiennes à l'emporter dans deux des trois chefs-lieux.

«Je serai un maire au-dessus de clivages politiques», a déclaré le nouveau maire de Porrentruy sur les ondes de Radio Fréquence Jura (RFJ). «Je veux vraiment faire en sorte qu'on travaille ensemble pour faire quelque chose de grand pour cette région», a ajouté Philippe Eggertswyler.

Son principal défi sera de lutter contre le recul démographique qui frappe depuis des années la cité des princes-évêques. Il s'agira d'attirer de nouveaux habitants en créant des emplois. L'enjeu sera aussi de permettre aux jeunes Bruntrutains de rester dans leur ville. ■

MAIS ENCORE

Un déficit de 6,6 millions pour Montreux

La municipalité de Montreux (VD) table sur un déficit de 6,6 millions de francs sur un budget global d'environ 163 millions en 2023. Après deux années difficiles liées à la pandémie, les prévisions de la commune de la Riviera sont cette fois marquées par la situation géopolitique. (ATS)

EN BREF

Economiser l'énergie

Alors que la Suisse devrait traverser l'hiver sans manquer d'énergie, les autorités poursuivent leur campagne d'économies. Il est toujours nécessaire de consommer moins et de baisser le chauffage de son logement à 20 degrés, indique-t-on à Berne. La Confédération maintient ces recommandations en prévision de l'hiver suivant, écrit la *SonntagsZeitung*. ATS

Le Mont-d'Or coûtera plus cher à cause de la crise

Crise énergétique oblige, le vacherin Mont-d'Or se vendra désormais plus cher. Ses producteurs ont décidé de porter le prix au kilo de 26 à 27 francs, rapporte *Le Matin Dimanche*. La branche est frappée de plein fouet par la hausse des prix des carburants, avec l'impossibilité technique de trouver des alternatives comme une pompe à chaleur ou des panneaux solaires. «Il faut comprendre que le mazout est l'énergie des fromageries», commente Pascal Monneron, gérant de l'Interprofession. Il avance une hausse des factures de 40%. Ce coup dur devrait toutefois être nuancé grâce aux exportations du vacherin, très prisé en France et en Amérique du Nord. ATS

Les jeunes ont parlé

La Session fédérale des jeunes 2022 a remis dimanche ses revendications. Parmi celles-ci, une procédure de naturalisation plus uniforme, une meilleure information de la population sur le don d'organes et une réforme du 2e pilier. Dans une autre pétition, la Session demande l'abolition des subventions nuisibles à la biodiversité en Suisse. ATS

Les Amis de la Constitution proposent leur dissolution

Le comité des Amis de la Constitution connaît une nouvelle vague de démissions. L'organisation, qui perd tous ses principaux responsables encore actifs, envisage sa dissolution. En raison de divergences irréconciliables au sein du comité, la coprésidente Prisca Guanter, Christina Rüdiger, Agnès Aedo, Sandro Meier, Oliver Martin démissionneront de leurs fonctions le 18 novembre 2022, a annoncé dimanche soir l'association. Idem pour les membres du conseil consultatif Marion Russek et Timon Boehm. Après ces départs, le comité de l'association ne comptera plus que trois membres et ne remplira donc plus les conditions statutaires. ATS